

Note de Synthèse

Conseil Communautaire du 02/07/2015 à 19h

Salle des Fêtes d'Aouste sur Sye

I. Approbation du compte rendu du 23 avril 2015

Thématique économie

2. Circuits de découverte des métiers, édition 2015

Le Président explique que depuis trois ans, La Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans et la Communauté de Communes du Val de Drôme coopèrent dans l'organisation des circuits « découverte des métiers ». Ce dispositif a permis aux deux intercommunalités de faire visiter à leurs collégiens les entreprises du territoire.

La 4^{ème} édition se déroulera du 16 au 27 novembre 2015.

Objectifs :

- > rapprocher le monde scolaire du monde de l'entreprise
- > faire connaître les métiers de notre territoire et faciliter le choix d'orientation des collégiens,
- > créer des liens avec les entreprises et les collèges pour faciliter les recherches de stages,
- > valoriser les entreprises.

Cette année l'évènement se déroulera sur deux semaines du 16 au 27 novembre 2015 afin de créer plus de souplesse dans l'organisation logistique.

L'opération est organisée suivant des circuits de visites d'entreprises de 50 minutes par classe en demi-groupe. Au bout des 50 minutes, les deux groupes se permutent. L'entreprise reçoit ainsi deux demi-groupes par matinée ou après-midi et chaque classe visite deux entreprises.

Le périmètre de l'opération concerne la CCVD et la CCCPS.

7 collèges participeront dont 3 sur la CCCPS : Revesz-Long, Saint Louis, Armorin et environ 880 collégiens seront concernés.

La CCCPS restera l'interlocuteur unique des entreprises et réalisera la promotion de l'action dès le mois de juillet.

Le Centre Social Nini Chaize travaillera pour la CCCPS dans un cadre d'une subvention allouée de 8 500 € à l'association et construira les circuits (prise en compte des contraintes des entreprises et des collèges, participation aux COPIL et COTECH, coordination avec le prestataire de la CCVD, construction des circuits en minimisant l'impact du transport).

Une convention avec la CCVD a été rédigée afin de déterminer le reversement des subventions CDDRA pour la prestation et du Conseil Départemental pour le transport et également le partage de l'organisation des COPIL.

Le Conseil Départemental participera aux frais de transport à hauteur de 5 000 € pour l'ensemble de l'opération (comme en 2014). Le reste sera à charge des intercommunalités. Pour l'édition 2015, le transport est actuellement estimé à 7 750 € (qui correspond au montant de l'année 2014) et sera affiné en novembre lorsque les circuits seront définitivement organisés.

Afin de coordonner au mieux l'opération, trois COPIL seront organisés avec les collèges, les prestataires et les deux intercommunalités. Le premier COPIL s'est déroulé le 1^{er} juin afin de confirmer les collèges participants et le nombre de classes estimé, le second COPIL se déroulera en septembre afin d'arrêter le nombre de classes et leurs

disponibilités, le troisième COPIL présentera les circuits finalisés aux collèges. Les COPIL 1 et 3 seront organisés par la CCVD, le 2^{ème} COPIL par la CCCPS.

Plan de financement prévisionnel

DEPENSES (I)	Dépenses totales en € (TTC ou HT)	Dépenses subventionnables en € (TTC ou HT)	RECETTES	Montant éligible en €	Taux de subv° appliqué (%)	Montant en €
Coordination de l'action	3 600 €	3 600 €	Région Rhône-Alpes, (50 % des dépenses de coordination)	14 000 €	50 %	7 000 €
Prestation CCVD	4 950 €	4 950 €	Conseil Général (forfait de 5 000 € sur le transport)	7 750 €	65 %	5 000 €
Prestation CCCPS	5 450 €	5 450 €				
Transport	7 750 €	7 750 €				
			Autofinancement	21 750 €	45 %	9750 €
			CCVD	21 750 €	23 %	5056 €
			CCCPS	21 750 €	22 %	4 694 €
TOTAL		21 750 €	TOTAL			21 750 €

Il est proposé au Conseil Communautaire de se positionner sur :

- **le lancement de l'action,**
- **le plan de financement**
- **et d'autoriser le Président à signer la convention de partenariat avec la CCVD et tout autre document afférent à cette décision**

Thématique tourisme agriculture

3. Plan Pastoral Territorial, validation du périmètre et lancement de la rédaction du programme 2015-2020

Le Président explique que le Plan Pastoral Territorial (PPT) Vallée de la Drôme-Pays de Dieulefit 2010-2015 s'est terminé en janvier dernier. Celui-ci a permis de financer, pour une enveloppe totale de subvention mobilisée d'environ 110 000€, soit :

- des études d'organisation foncière du domaine pastoral,
- la création et la restructuration de groupements pastoraux,
- des aménagements pastoraux (clôtures, abreuvements, débroussailllements, cabanes pastorales, accès...),
- des rencontres en alpages,
- l'animation du programme...

A l'occasion du renouvellement d'un PPT, les élus du Val de Drôme ont souhaité recentrer le futur programme d'actions sur le territoire de la Vallée de la Drôme, malgré le souhait des élus de la CCCPS de conserver un partenariat étroit avec le Pays de Dieulefit.

Celui-ci s'étant engagé avec le syndicat mixte du 5^{ème} Pôle pour élargir les actions du PPT à la plaine de Marsanne, la CCVD s'est opposée à ce périmètre élargi.

Le PPT est un véritable outil d'aides aux équipements et aménagements indispensables aux éleveurs (75% de taux de cofinancements en moyenne sur les dossiers déposés). L'enveloppe financière pourrait atteindre une enveloppe de 80 000 € de subventions régionales (environ la moitié de l'ancien programme car seule la moitié des groupements pastoraux sont sur le territoire « Vallée de la Drôme »).

L'évaluation du programme terminé, réalisée en 2014, a permis d'identifier des pistes d'évolution du programme d'actions telles que :

- la prise en compte de nouveaux enjeux liés à l'activité pastorale : valorisation circuits courts, installation/transmission...,
- l'ajout d'un volet développement économique dans le dispositif en s'appuyant sur des partenariats avec les filières et les opérateurs du territoire (FDO, Syndicat ovin, Syndicat caprin, Cuma...),
- favoriser les projets de reconquête d'espaces pastoraux, en milieux boisés notamment (partenariats avec chantiers de réinsertion...),
- faire évoluer les journées « Rencontres en alpages » en organisant des séances avec le public jeunes et scolaires,
- organiser des rencontres d'échanges entre les différents acteurs en charge des PPT du département : échanger sur les stratégies respectives, les enjeux communs, réfléchir à des pistes d'actions communes ...

L'ADEM, Agence Départementale d'Economie Montagnarde, qui accompagne depuis de nombreuses années les groupements pastoraux dans leur organisation et leurs demandes de financement, propose de réaliser des réunions de concertation avec les Groupements Pastoraux, les élus du territoire et les partenaires et de rédiger une proposition d'un programme d'actions en lien avec le PSADER Vallée de la Drôme.

Le montant de cette mission a été chiffré à 6 600 € à répartir entre la CCVD et la CCCPS, soit un montant d'environ 2 200 € pour la CCCPS.

Une convention entre la CCVD et la CCCPS est en cours de rédaction pour l'animation agricole sur le territoire de la Vallée de la Drôme, l'animation de ce nouveau programme serait intégrée et encadrée par cette convention.

Considérant la nécessité de valider rapidement un nouveau programme d'actions pour permettre le dépôt de dossiers de subvention, le Bureau propose de valider le périmètre Vallée de la Drôme.

Il est proposé au Conseil Communautaire de se positionner sur le périmètre du futur PPT et sur le lancement de la rédaction du nouveau programme d'action avec l'ADEM pour un montant pour la CCCPS de 2 200 € et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.

4. Vélodrôme – Validation du tracé et des premiers éléments de l'étude de faisabilité

Le Président explique que suite à l'aménagement de la ViaRhôna sur le Département de la Drôme, il a été envisagé de développer des itinéraires doux secondaires s'engageant à l'intérieur des vallées des principaux cours d'eau du Département.

Suite à une première étude de faisabilité, pour réalisation d'une voie verte (itinéraire modes doux en site propre) le long de la Drôme, portée par le CD26 (projet abandonné car trop coûteux), une réflexion a été menée dans le cadre du SMDVD et des associations locales en 2011 sur la possibilité de réaliser un circuit mixte alternant voie verte et voie partagée.

Suite à ce travail, les Communautés de Communes du territoire ont repris en charge la suite des études. Courant 2013, un nom et un logo ont été trouvés pour cet itinéraire : la Vélodrôme®.

Ce projet porte 3 grands enjeux :

- profiter du succès de la ViaRhôna et proposer des boucles locales pour développer le cyclotourisme sur le territoire ;
- proposer des dessertes locales pour relier les centres des villages et les points d'intérêt touristique,
- proposer un parcours vélo sécurisé, à destination d'un public familial, en complément du parcours VTT existant qui est déjà très utilisé.

La validation la plus partagée et précise possible du tracé (ce qui a nécessité de nombreuses visites de terrain et réunions avec les partenaires) est nécessaire pour éviter les retours en arrière et les remises en questions trop

importantes aux étapes futures (avant-projet définitif, maîtrise d'œuvre, ...), c'est pourquoi un Comité de Pilotage et la Commission se sont réunis et ont validé le tracé présenté. Le Bureau a confirmé cette décision.

Le document joint :

- présente le tracé dans son ensemble
- récapitule les variantes étudiées par le groupe de travail et la proposition concertée avec les partenaires (CD, Communes, ...) et les associations locales (Vélo club de Saillans, Vélo dans la ville, ...),
- présente les boucles/liaisons aux gares proposées,
- propose des solutions pour les aménagements temporaires (portions en voies vertes, croisements, aires de repos, ...),
- présente les différents panneaux qui seront utilisés pour le jalonnement du parcours.

Comme dans le cadre du projet du centre aquatique ou d'ADN, ce projet fait partie de l'étude fiscale qui sera présenté à un prochain conseil communautaire.

Il est proposé au Conseil Communautaire de valider le tracé de la Vélo Drôme sur le territoire de la CCCPS et les premiers éléments d'aménagements présentés pour pouvoir, comme tout projet d'aménagement, affiner le projet en lançant la maîtrise d'œuvre et toutes les études nécessaires.

Thématique environnement

5. Avenant à la convention d'un groupement de commandes pour le traitement des DDS à l'aide de filières adaptées

Le Président explique que la collecte des DDS, Déchets Diffus Spécifiques, est organisée sur le territoire de la CCCPS dans les 3 déchetteries.

Afin de permettre le traitement approprié de certains de leurs Déchets Diffus Spécifiques (DDS), une partie des membres du SYTRAD – Syndicat de Traitement des Déchets Ardèche Drôme - avait choisi de constituer un groupement de commandes pour le traitement des DDS à l'aide de filières adaptées. La Communauté de Communes n'avait pas adhéré au groupement, car elle avait son propre prestataire (avec des coûts inférieurs). Mais au vu de la renégociation du Sytrad, il serait opportun d'adhérer au groupement pour bénéficier de ces tarifs plus attractifs. En outre, la gamme de déchets prise en charge est plus étendue et concerne des déchets pour lesquels la CCCPS est en recherche de prestataires de reprise.

Conditions juridiques

Vu l'application de l'article 8 du Code des marchés publics, les membres faisant partis de la convention conviennent de former un groupement de commandes en vue de la passation d'un marché unique portant sur des prestations de services afin de coordonner et de regrouper les achats. Les parties ont désigné, pour ce marché, le SYTRAD comme coordonnateur du groupement de commandes. Le coordonnateur est chargé de la gestion de toutes les procédures.

Vu l'Article 7, du CCTP du marché de traitement des DDS, Modification du périmètre du marché indiquait que : " Les déchetteries objet de la prestation sont listées dans l'annexe 2 du présent CCTP. Les membres du groupement de commande se réservent toutefois le droit d'étendre le périmètre du groupement afin d'y intégrer d'autres collectivités membres du SYTRAD. Toute nouvelle déchetterie qui s'ajouterait à celles déjà à collecter le serait dans le cadre technique et administratif strict du présent marché. Le cas échéant et selon l'ampleur de l'extension du périmètre du marché engendrée par cet ajout de collectivité, il pourra être établi un avenant au présent marché."

La commission environnement qui s'est réunie en séance du 17 juin 2015 a donné un avis favorable à l'intégration de la CCCPS au groupement de commandes du Sytrad pour le transport et le traitement des DDS.

Il est proposé au Conseil Communautaire de rejoindre le groupement de commandes. Il conviendrait alors de modifier le périmètre du marché 2015-01, traitement des DDS à l'aide de filières adaptées et d'intégrer la Communauté de Communes dans la convention initiale et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision

6. Convention spéciale de déversement des eaux usées autres que domestiques dans la STEP du Crestois

A la suite d'une problématique de rejet rencontrée avec un industriel, un travail a été conduit pour l'élaboration d'une nouvelle convention à proposer aux entreprises qui souhaitent rejeter leurs effluents dans la STEP du Crestois.

Cette convention en 1^{er} lieu rappelle que la collectivité n'a pas l'obligation de collecter des eaux usées autres que domestiques et que c'est à titre dérogatoire, par le biais d'une convention qu'elle reçoit ces effluents. Pour chaque convention adaptée à l'entreprise et à la qualité de ses effluents, des normes de qualité (Matière Organique) et de quantité (débit) sont fixées. Celles-ci sont concordantes avec l'arrêté d'autorisation de rejets des maires dans le cadre de leur compétence réseau.

Cette convention impose en outre que des bilans d'auto surveillance hebdomadaires de leurs effluents soient prévus et transmis au gestionnaire de la station.

Des pénalités sont prévues en cas de défaut de transmission des bilans et en cas de dépassement des seuils autorisés.

Cette convention prévoit enfin la redevance spéciale pour les entreprises au titre de l'assainissement avec une part fixe et une part variable telle que votée lors du Conseil Communautaire du 29 mars 2015. Cette redevance a pour vocation de faire participer les entreprises au titre de la place occupée par leurs matières organiques et non plus au titre uniquement des volumes.

Une fois cette convention validée par le Conseil Communautaire, il conviendra d'aller présenter ce document aux entreprises raccordées à la STEP du Crestois.

Il est proposé au Conseil Communautaire de valider la nouvelle convention spéciale de déversement des eaux usées autres que domestiques dans la STEP du Crestois et d'autoriser le Président à signer ces conventions et tout autre document afférent à cette décision.

Thématique aménagement habitat énergie

7. Convention TEPCV

Le Président explique qu'en partenariat avec la Communauté de Communes du Val de Drôme, l'intercommunalité a répondu à l'Appel à Manifestation TEPCV (Territoires à Energie Positive pour la Croissance Verte) lancé par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie fin 2014 au titre de notre projet Energie Biovallée. Il s'agissait au moment du dépôt de notre candidature de présenter l'ambition du territoire en termes de transition énergétique qui se traduisait par un programme d'actions très large.

Pour rappel, la collectivité s'est engagée dans une démarche de Territoires à Energie Positive avec les objectifs :

- d'accompagner la rénovation énergétique du parc bâti qui représente par ailleurs une source de développement économique local (augmentation du pouvoir d'achat des particuliers et des collectivités grâce à une baisse de la facture énergétique, création d'emplois et d'activités dans le secteur du bâtiment, ...),
- de favoriser la production d'énergie renouvelable pour notamment créer de la richesse,
- et d'une manière générale favoriser la sobriété et l'efficacité énergétique et la réduction des émissions de Co².

Notre candidature a été retenue et à ce titre, une enveloppe de 500 000 € nous est attribuée (courrier de notification du 09/04/2015) avec un taux d'intervention max de 80 % et un autofinancement de 20 % représentant une dépense de 125 000 €. Seules les intercommunalités peuvent être maîtres d'ouvrage en tant que signataires de la convention. Ces conventions doivent être signées avant l'été selon les exigences du calendrier ministériel. Le ministère a mandaté les Préfectures de Région pour réaliser la phase de conventionnement d'ici fin juin 2015.

Cette convention doit faire apparaître un programme de quelques actions répondant aux objectifs de la transition énergétique et à réaliser dans un **délai maximum de 3 ans**.

Proposition de programme d'actions

Selon la clé de répartition entre les 2 intercommunalités (soit 33 % CCCPS et 67 % CCVD), l'enveloppe attribuée à la CCCPS correspond à un montant de :

- 165 000 € (80 % de contribution TEPCV),
- avec une participation financière maximale de l'intercommunalité correspondant à sa part de 41 250 € (20 %) sur 3 ans,
- le budget prévisionnel pour l'année 2015 lié à la part d'autofinancement est évalué à 20 000 €.

Par ailleurs, dans le cadre de la convention avec le Ministère de l'Ecologie, la Communauté de communes sera maître d'ouvrage de l'ensemble de l'opération concernant la rénovation énergétique du parc bâti en sachant que la CCVD sera maître d'ouvrage des opérations concernant l'éco mobilité et le développement des énergies renouvelables.

Plan d'actions et Budget prévisionnel

Dépenses	Montant total
Fonds local de la rénovation énergétique : - Subvention pour la rénovation énergétique pour des projets répondant au critère BBC rénovation compatible ENR quel que soit le niveau de ressource (aide de 10 % sur un montant plafond de 50 000 €) et aide forfaitaire de 2500 € pour les bouquets de travaux permettant d'augmenter de 30 % la performance énergétique (plancher de travaux de 12 500). Réalisation d'un DPE Avant/après. Bénéficiaires : PO et PB (et propriétaires non aidés par l'ANAH) accompagnés dans le cadre de la plateforme	124 900 €
- Actions de sensibilisation et d'information : intervention de volontaires dans le cadre d'un partenariat avec Unicité et l'ADIL et intervention de la Poste	14 850 €
- Avance sur trésorerie	50 000 €
Sous-total	189 750 €
Fonds local de financement de l'action "Se déplacer autrement dans la Vallée de la Drôme" : - Soutenir l'investissement pour développer les déplacements alternatifs à la voiture individuelle à travers une offre diversifiée: création d'un service de velib 'rural (achat de vélos électriques pour les déplacements des habitants et des personnels des collectivités et aménagement d'aires de stationnement des vélos), achat de matériel pour promouvoir les courses ménagères à vélo.	16 500 €
Sous-total	16 500 €
Total	206 250 €

Plan de financement

Recettes	Montant	Dépenses éligibles	Tx d'intervention
Caisse des Dépôts et des Consignations	165 000 €	206 250 €	80 %
CCCPS	41 250 €	206 250 €	20 %
Total	206 250 €	206 250 €	100 %

Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur le programme d'actions (géré dans le cadre de la convention de partenariat signée entre la CCVD et la CCCPS) , de valider le budget, de dire que ces sommes seront affectées au budget sur une durée de 3 ans et d'autoriser le Président à signer la convention avec l'Etat et tous les actes afférents à cette décision.

8. Révision du PLH de la CCCPS

Le Président, suite à la création de notre nouvelle intercommunalité, explique qu'il est nécessaire de réviser les Programmes Locaux de l'Habitat (PLH) approuvés en 2012 afin de permettre l'intégration des nouvelles problématiques et enjeux.

Le Programme Local de l'Habitat définit pour 6 ans les objectifs et les principes de la politique du territoire en termes d'habitat et de logement.

Les objectifs généraux du PLH sont de répondre aux besoins en logement et en hébergement, à favoriser le renouvellement et la mixité sociale, à améliorer l'accessibilité à des logements adaptés pour les personnes modestes, handicapées, jeunes ou toute population aux besoins spécifiques, et à permettre une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements.

Le PLH comprend

- un diagnostic, qui sera pour la CCCPS simplement révisé car réalisé en 2008-2011 sur l'ensemble du territoire,
- des orientations qui seront adaptées à l'évolution du périmètre (notamment ville de Crest) et des enjeux locaux (notamment énergétiques),
- un programme d'actions, qui sera revu en fonction des nouvelles orientations et de l'évaluation des actions menées depuis 2012,
- ainsi que les moyens financiers et humains que la collectivité mobilisera pour la mise en œuvre de ces actions et l'atteinte de ces objectifs.

Pour ce travail, et conformément à l'article R302-3 du code de la construction et de l'habitation, la mobilisation des partenaires qui œuvre dans le domaine de l'habitat (communes, organismes HLM, associations du territoire, ...) et des personnes publiques associées (Services de l'Etat, Conseil Départemental, ...) est indispensable. Ils seront donc conviés à participer à la démarche dans le cadre de réunions de travail.

Il est proposé au Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- ***d'approuver le lancement de la procédure de révision du PLH de la CCCPS,***
- ***d'autoriser le Président à solliciter Monsieur le Préfet pour définir conjointement les modalités d'association de l'Etat à cette démarche et pour la transmission du Porter à Connaissance,***
- ***d'associer à la démarche les personnes morales intéressées telles que définies ci-dessus,***
- ***d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.***

Thématique sport

9. Étude de faisabilité de l'équipement aquatique (étude en annexe)

Dans le cadre de la compétence « Sport / Centre Aquatique », la Communauté de Communes a lancé une étude de faisabilité. Une délibération en date du 4 décembre 2014 a d'ores et déjà approuvé les enjeux et principes de l'aménagement. Dès leur approbation, la commission Sport et le bureau d'étude ESPELIA se sont réunis pour élaborer un scénario adapté à nos besoins. Un séminaire a également eu lieu le 30 mars 2015 pour approfondir certains aspects. Enfin un questionnaire et une réunion publique ont été mis en place pour informer la population et demander leur avis sur ce projet.

Le déroulement d'un projet d'aménagement se fait en 2 phases :

- les études pré-opérationnelles,
- les études opérationnelles.

Nous sommes aujourd'hui à la phase pré-opérationnelle celle qui nous permet de définir notre projet, base sur laquelle le programme technique détaillé va s'appuyer pour affiner le projet d'équipement.

Pour commencer ce nouveau travail, il est nécessaire de valider cette première étude qui sera la base des réflexions futures. L'étude sera présentée en séance.

Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur l'étude de faisabilité et sur l'engagement du programme technique détaillé mis au budget 2015 et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.

I0. Avenant à la convention avec le Département pour la gestion du gymnase Chareyre

Une convention de co-maîtrise d'ouvrage conclue entre le Département et la Commune de CREST, le 25 novembre 2009, avait pour objet la construction d'un gymnase départemental sur la Commune de CREST. Une fois les travaux achevés, le Département est devenu propriétaire du terrain d'assiette de l'équipement.

Une convention a été conclue le 1er juillet 2012, pour une durée de 3 ans, entre le Département et la Commune de CREST, afin de définir les modalités de mise à disposition, d'utilisation et d'entretien de cet équipement sportif.

En raison des transferts de compétences réalisés par la Commune de CREST et du caractère d'intérêt communautaire du Gymnase Chareyre, cet équipement sportif est aujourd'hui géré par la Communauté de Communes.

Le présent avenant a pour objet de substituer la CCCPS en lieu et place de la Commune de CREST, de reconduire la convention pour une durée de 5 ans et de préciser les modalités de prise en charge de certaines prestations techniques : les vérifications périodiques réglementaires ainsi que les contrats de maintenance sont souscrits directement par la CCCPS qui en assure le suivi. Le Département rembourse à la CCCPS, sur justificatifs et à première demande, les montants correspondant à ces contrôles périodiques et contrats de maintenance.

Il est proposé au Conseil Communautaire de valider l'avenant à la convention et d'autoriser le Président à la signer.

Thématique finances publiques

I1. Décision Modificative N°1 sur BP BIE

Le Président explique que le calcul de la TEOM est basé sur le m² de chaque locataire. Après vérification des données, une régularisation doit s'effectuer.

Remboursement partiel sur TEOM 2014 pour les locataires Harmonie I.

FONCTIONNEMENTS DEPENSES – Virement de crédit

Compte 022 Dépenses imprévues : - **250 euros**

Compte 673 Titres annulés sur exercices antérieurs : + **250 euros**

Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur cette décision modificative.

Thématique Juridique

I2. Convention avec la commune de Crest pour l'utilisation de la sableuse/saleuse

L'acquisition de matériel pour les espaces verts a été validée lors du Conseil Communautaire de juin. Il a été aussi proposé de mutualiser un équipement avec la Commune de Crest. En effet, une sableuse/saleuse est utilisée par les services techniques de la commune de Crest en période hivernale et ce même outil peut être utilisé pour l'entretien des espaces verts de la CCCPS en période estivale afin de procéder au sablage des terrains de sport.

Il est proposé au Conseil Communautaire de valider la convention d'utilisation de la sableuse et d'autoriser le Président à la signer.

13. Rapport de la CLECT « restitution de la compétence périscolaire » / information

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées s'est réunie le 17 juin 2015 pour acter le transfert de charge engendré par la restitution de la compétence périscolaire aux communes de l'ex Pays de Saillans.

Le rapport de la CLECT ci-joint a été validé à l'unanimité de ses membres et sera soumis à l'approbation des conseils municipaux à la majorité qualifiée.

Il est présenté ce jour au Conseil Communautaire de la CCCPS pour information de ses membres.

14. Périscolaire / Conditions de sortie des communes

VU l'article L 5211-25-I du CGCT qui prévoit les conditions de retrait d'une commune à un EPCI et qui en l'espèce s'applique aux communes qui se voient restituer la compétence périscolaire au 1^{er} juillet 2015.

VU l'article L 5211-19 du CGCT qui prévoit que l'EPCI qui restitue une compétence doit prévoir les conditions de cette sortie dans une délibération dans un délai de 6 mois auquel cas, le Préfet les fixera par arrêté.

Il faut envisager les conditions de sorties en fonction des modalités d'exercice de cette compétence par la CCCPS :

- d'une part, les communes d'Aurel et de Vercheny : la garderie périscolaire était exercée par les communes, dans le cadre d'une convention signée avec l'ex CCPS. La restitution sera effective au 1^{er} juillet et une attribution de compensation, votée par la CLECT, sera versée annuellement ; pour l'année 2015, l'attribution de compensation sera égale à 6/12^{ème} de l'attribution annuelle,
- d'autre part, un service en régie a été créé pour assurer la garderie périscolaire de l'école de Saillans et ce service doit être restitué dans son intégralité aux communes du périmètre ex CCPS (hors Aurel et Vercheny) tout en veillant à la continuité du service public.

Afin de prévoir la transition et la restitution de ce service, le Président propose que les modalités suivantes soient mises en œuvre :

- le service dans son intégralité sera restitué auprès de la commune de Saillans à compter du 1^{er} juillet 2015 comme précisé dans la délibération du 8 janvier 2014,
- les communes de l'ex Pays de Saillans (Aubenasson, Chastel Arnaud, Espenel, La Chaudière, Rimon et Savel, Saillans, Saint Benoit en Diois, Saint Sauveur en Diois, Véronne) au titre de la loi, sont tenues solidairement de financer le fonctionnement du service, à un coût similaire, pour une durée de 3 ans.

Il appartient ensuite à ces communes de s'organiser pour la reprise effective de ce service : création d'un SIVU, conventions...

La CCCPS propose de définir la quote-part sur la base des montants votés par la CLECT et correspondant au coût de fonctionnement du service transféré.

Communes	Quote part communes Fonctionnement service périscolaire
Aubenasson	2 320 €
Chastel Arnaud	1 558 €
Espenel	4 398 €
La Chaudière	692 €
Rimon et savel	1 177 €
Saint Benoit en Diois	900 €
Saint Sauveur en Diois	2 080 €
Véronne	1 318 €

Cette délibération fixant les conditions de sortie sera notifiée à toutes les communes de la CCCPS qui devront approuver ces conditions de sortie à la majorité qualifiée.

Il est proposé au Conseil Communautaire de valider les conditions de sortie de la compétence périscolaire présentées ci-dessus.

15. PV de mise à disposition des équipements transférés au titre de la restitution des compétences « périscolaire » et « cuisine intercommunale »

Il est rappelé que la loi du 12 juillet 1999 a posé comme principe que le transfert de compétences entraîne le transfert à l'EPCI des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice ainsi que l'ensemble des droits et obligations qui y sont rattachés.

S'agissant des biens, la mise à disposition constitue le régime de droit commun obligatoire applicable au transfert des équipements. Ce transfert ne constitue pas un transfert en pleine propriété mais simplement la transmission des droits et des obligations du propriétaire. Dans le cadre de la mise à disposition, seul le droit d'aliéner ne peut être transmis, ce qui correspond logiquement au régime de protection du domaine public.

Par conséquent, lorsque le bien appartient au domaine public intercommunal, il fait obligatoirement l'objet d'une mise à disposition lorsqu'il est transféré aux communes dans le cadre d'un transfert de compétences. La communauté de Communes reste juridiquement propriétaire, la commune ne peut céder les biens mis à disposition.

A ce titre, il est proposé, dans le cadre de la restitution des compétences « périscolaire » et « cuisine intercommunale », de procéder à la mise à disposition des biens immobiliers rattachés à ces compétences à savoir le bâtiment modulaire destiné au périscolaire et les locaux du Cresta destinés à la cuisine intercommunale.

Il est proposé au conseil communautaire de valider les PV de mise à disposition proposés et d'autoriser le Président à les signer avec la Commune de Saillans tel que prévu dans les conditions de sortie.

I 6. Convention financière pour régler la période de transition du transfert effectif du périscolaire

Le transfert de la compétence périscolaire prendra effet au 1^{er} juillet 2015 mais il convient de régler dès maintenant la période transitoire dans un souci de continuité du service public.

Il est proposé à la Commune de Saillans de signer une convention financière visant à ce que la CCCPS puisse payer les dépenses issues du service (paies, contrats de location...). Une fois la reprise effective mise en œuvre, des titres de recettes seront envoyés à la Commune de Saillans avec pièces justificatives pour obtenir le remboursement.

Il est proposé au Conseil Communautaire de valider la convention financière proposée et d'autoriser le Président à la signer.